



Commission Inclusion
Sociale, Démocratie
Participative et Droits
Humains de CGLU



CGLU

Cités et Gouvernements
Locaux Unis



Compte-rendu de l'événement parallèle de la COP21 du 8 Décembre 2015

La transition écologique dans les périphéries populaires : une priorité pour réduire les inégalités sociales

En présence de

- Stéphane Troussel, Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, Co-Président de la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU
- Abdoulaye Thimbo, Maire de Pikine (périphérie de Dakar)
- Jorge Enrique Rojas, Adjoint au Maire de Bogotá en charge du Développement Social
- Lorena Zarate, Présidente d'Habitat International Coalition
- Emilia Saiz, Secrétaire Générale Adjointe de CGLU

Débat animé par Magali Fricaudet, Coordinatrice de la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU.

Mardi 8 décembre 2015, à la COP21, un débat réunissant plusieurs élus de villes de banlieue ou de collectivités territoriales situées aux quatre coins de la planète a identifié la transition écologique comme un levier pour résorber également les inégalités sociales et économiques.

Les banlieues comme oubliées des grandes négociations climatiques alors qu'elles sont aussi laboratoires de solutions

Le 8 décembre 2015, à l'occasion d'une table ronde organisée dans la zone ONU de la COP21, plusieurs élus réunis à l'initiative du Département de la Seine-Saint-Denis et de la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU partageaient grosso modo le même diagnostic.

Chacun à leur manière, ils faisaient le constat d'un certain laisser-pour-compte de la part de l'échelon national et international tout en revendiquant au contraire la pertinence d'une vraie transition écologique pour ces territoires. En effet, les territoires de périphérie, souvent traversés par les fractures urbaines sont plus vulnérables face aux effets du changement climatique: les logements sont souvent moins isolés et consomment plus, les habitants sont plus souvent soumis aux effets de la pollution sonore, aux particules fines des routes aux nuisances sonores à proximité desquelles vivent les habitants des périphéries. De plus, contrairement aux personnes des quartiers plus riches, ils n'ont souvent pas de solution de repli lors des catastrophes. Cela s'est notamment observé lors des inondations de la Nouvelle Orléans.

De plus, au Sud majoritairement où le taux de croissance urbaine est très rapide, par an, la question de l'urbanisation rapide et de la rareté des services et de l'accès aux ressources crée de nouvelles conflictualités.

Stéphane Troussel, Président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, qui accueille justement la COP21, insistait ainsi sur le double bénéfice que représenterait une lutte contre le changement climatique menée avant tout en banlieue. « La transition écologique doit s'adresser à tout le monde et avant tout aux habitants des banlieues. Tout simplement parce que les outils de la transition écologique – plus de mobilité, moins de précarité énergétique - sont aussi des outils de lutte contre les inégalités sociales et économiques. En gros, cela installerait un cercle vertueux. »



Les gouvernements locaux des villes de périphéries mettent en œuvre des solutions concrètes pour concilier la transition écologique et l'inclusion sociale

Un constat sur lequel le rejoignent les autres intervenants de la table ronde. **Jorge Enrique Rojas, Adjoint à l'inclusion sociale de Bogota**, en Colombie, pointait ainsi du doigt une certaine urgence : « Les gouvernements locaux sont déjà à l'œuvre pour diminuer les effets du changement climatique quand les Etats en sont encore à discuter sur ce qu'il faut faire », estimait-il. A Bogotà, la municipalité a lié dans son plan de développement les questions de la

ségrégation urbaine et du changement climatique. Pour Enrique Rojas, **un des enjeux centraux pour répondre aux défis sociaux et climatique, c'est la récupération du commun** (l'eau, l'énergie, les transports, la gestion des déchets) face aux pouvoirs économiques. La justice sociale et la climatique sont intrinsèquement liées.

De son côté, **Abdoulaye Thimbo, maire de Pikine**, la principale banlieue de Dakar au Sénégal, constatait lui aussi un certain décalage entre hypercentre et périphérie. « Au fond, une banlieue comme Pikine, qui compte pourtant 1,5 millions d'habitants de manière officieuse, manque de considération », jugeait-il en prenant l'exemple des récentes inondations dont cette périphérie, surtout constituée d'habitat spontané, a été victime. « Le problème est que ces installations, qui datent d'un exode rural massif dans les années 80, n'ont pas été accompagnées par un plan d'urbanisme digne de ce nom. Résultat, nos habitants subissent directement le changement climatique, sous forme d'inondations. »

Une partie de son territoire étant implantée dans la forêt de MBAO, la ville de Pikine accompagne également les femmes productrices vers une économie durable en les aidant à la transformation et à la structuration au sein du Réseau des Femmes de Pikine pour renforcer leurs activités et avoir accès aux marchés.

Abdoulaye Thimbo conclue son intervention en appelant à ce que le fond vert créé par l'accord de la COP21 puisse être accessible aux villes qui doivent faire face à de nombreux problèmes pour concilier un peuplement rapide et les questions écologiques (déforestations, logement informel, manque de services et d'infrastructures).



Lorena Zarate, représentante de la société civile en sa qualité de présidente de la Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC), prenait elle l'exemple de sa ville, Mexico, dont les faubourgs ont accumulé en 12 ans plus de 5 millions de maisons vides. « C'est très préoccupant car c'est à la fois négatif en termes de politique de logement et aussi en termes environnementaux puisque la construction de ces habitations a provoqué de la déforestation, inutile pour le coup », soulignait la responsable.

Pour autant, les représentants ne se disaient pas désarmés, loin de là. **Stéphane Troussel identifiait ainsi 3 secteurs pour porter la transition écologique qu'il appelait de ses vœux pour la banlieue : les transports, la rénovation thermique de l'habitat et le combat pour l'emploi.** Sur ce dernier chapitre, il soulignait notamment l'activité du département en matière de sensibilisation aux nouveaux métiers de l'environnement. Le 10 novembre dernier, le « Forum des métiers verts » organisé par le Département avait par exemple attiré plus de 7000 jeunes.

Le Colombien Jorge Enrique Rojas revenait lui sur le domaine des transports, défendant le nouveau métro de Bogota, dessiné pour désenclaver cette ville de 8 millions d'habitants. Quant à Abdoulaye Thimbo, il mettait lui en avant l'intégration sociale par un travail à dimension environnementale : depuis quelques années, la municipalité de Pikine aide ainsi des femmes éloignées de l'emploi à retrouver une activité professionnelle en forêt de Mbao, où elles se spécialisent dans les métiers de maraîchères ou de mareyeuses.

La COP21 et Habitat III devraient considérer les territoires et pas seulement les États

Autant d'actions louables, mais la voix des gouvernements locaux a-t-elle une chance de porter sur cette COP21 ? Sur ce point, les réponses divergeaient quelque peu. Lorena Zarate faisait le constat sans appel que « ni la société civile ni les gouvernements locaux ne sont représentés parmi ceux qui signent le document final ». Rojas appelait lui à avancer sans attendre que les Etats soient disposés à agir. Enfin, Stéphane Troussel se voulait positif mais lucide : « Il faut parvenir à faire comprendre que cette COP n'est pas qu'un enjeu de négociations entre Etats, mais qu'il faut aussi y faire entendre la voix des territoires les plus populaires. Après, je pense qu'on chemine quand même dans le bon sens quand on voit que le projet du Grand Paris Express qui desservira à l'horizon 2024 toute une série de villes du Nord-Est parisien l'a emporté sur une énième ligne TGV qui aiderait des *happy fews* à gagner quelques minutes. »

Pour conclure, **Emilia Saiz, la secrétaire générale adjointe de CGLU**, qui porte la voix des gouvernements locaux et régionaux dans les négociations internationales, a invité les collectivités présentes à rester mobilisées pour porter la question des métropoles justes, démocratiques et durables à l'occasion du Sommet Habitat III qui réunira les Etats membres de l'ONU à Quito en octobre 2016. «Cet agenda», conclut-elle, «doit être ce des territoires, et pas seulement des États».

Petit à petit, la banlieue se fait elle aussi entendre dans le long processus de la transition écologique comme une voix nécessaire dans un monde qui selon l'ONU sera à 70% urbain à l'horizon 2050.